

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal de Libye

Janvier 2013

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_libyens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

### Démarrage du procès de Un tribunal de Saïf al-Islam Kadhafi

17/01/2013

Un tribunal de Zentane a commencé à juger Saïf al-Islam Kadhafi, deuxième fils de l'ancien dirigeant libyen Mouammar Kadhafi.

Le ministère libyen de la Justice a annoncé que Saïf al-Islam, ainsi que l'ancien Premier ministre al-Baghdadi Ali al-Mahmoudi et l'ancien chef des renseignements Abdullah al-Senoussi seraient jugés, une fois l'interrogatoire mené à terme le mois prochain.

Tara Barra, le porte-parole du procureur général libyen, a fait savoir que Saïf al-Islam et M. Senoussi apparaîtraient devant les tribunaux d'ici un mois.

Les autorités libyennes et la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye (Pays-Bas) ne parviennent pas à se mettre d'accord sur le lieu où le fils Kadhafi devra être entendu, la Libye rejetant la proposition de le faire juger à La Haye.

En 2011, la CPI avait émis des mandats d'arrêt contre Mouammar Kadhafi, Saïf al-Islam et Senoussi pour crimes contre l'humanité perpétrés pendant la répression organisée contre les manifestations anti-Kadhafi.

<http://french.cri.cn/621/2013/01/17/302s309581.htm>

---

### Libye: le département d'Etat responsable de la mort de l'ambassadeur US (rapport)

09:20 19/12/201

<http://fr.rian.ru/world/20121219/196981795.html>

Le département d'Etat américain a échoué d'assurer une sécurité adéquate de ses missions diplomatiques en Libye, ce qui a entraîné la mort de l'ambassadeur Chris Stevens lors de l'attaque contre le consulat US à Benghazi, selon un rapport de la commission chargée d'enquêter sur l'incident.

Le rapport, dont la partie non confidentielle a été dévoilée par le département d'Etat, critique notamment "des ratés au niveau de deux bureaux du département qui ont conduit à mettre en place un dispositif de sécurité largement inadéquat pour faire face à l'attaque".

Le document a été rédigé pendant trois mois par une commission indépendante mise en place par la chef de la diplomatie américaine Hillary Clinton.

L'ambassadeur Chris Stevens et trois autres Américains ont trouvé la mort le 11 septembre dernier lors d'une attaque au mortier perpétrée contre la mission diplomatique des Etats-Unis à Benghazi. L'attaque a eu lieu suite à la mise en ligne sur YouTube d'un film islamophobe tourné aux Etats-Unis. Auparavant, Mme Clinton a indiqué "assumer la responsabilité" de la gestion de cet attentat.

---

## **Berlusconi : La chute de Kadhafi n'était pas une révolution, mais un complot français**

Rédigé par Adam Sfali - Emarrakech le 12 Janvier 2013

Rome : Sylvio Berlusconi de retour sur le devant de la scène politique italienne, a fait des révélations fort embarrassantes pour la France, sur la guerre en Libye, qui se sanctionna par le sanglant détronement de Mouammar Kadhafi et la destruction des infrastructures libyennes.

A une agence de presse italienne, a donné entretien, l'ex président du conseil italien, **Sylvio Berlusconi**, évoquant la **guerre en Libye**, qui provoqua la mort de **Mouamar Kadhafi**, et à laquelle avait pris part l'**Italie** sous lui, avec **aviation, marine et bases aériennes**.

A cette guerre, **Berlusconi** a refusé le qualificatif de **révolution** : «**Ca n'a jamais été une révolution, mais bel et bien un complot européen**».

Son instigateur, **Berlusconi** nomme un **pays** et un **homme**, «**La France et son président d'alors Nicolas Sarkozy**».

«**Ils ont tout provoqué**» a accusé [Berlusconi](#), selon ce qu'a rapporté le journal londonien [Al Quds Al Arabi](#).

Du voyage à [Benghazi](#) du **philosophe franco-israélien Bernard Henry Levy**, jusqu'à son très dramaturgique appel d'aide adressé à [Nicolas Sarkozy](#) alors président, **Berlusconi**, en dit qu'il s'ait agit de **mise en scène**.

«**Les avions français ont attaqué la Libye bien avant la décision du conseil de sécurité de l'ONU**» souligne-t-il, expliquant que l'objectif pour la **France**, talonnée aussitôt par la **Grande Bretagne**, **était prioritairement de détruire les équipements et infrastructures de la Libye**, en plus de **tuer Kadhafi**. Il ajouta que les deux pays européens voulaient, pour lutter contre la crise économique chez eux, faire refaire par leurs entreprises, **les infrastructures de la Libye**, après leur destruction, en se faisant payer avec l'argent de son pétrole.

A rappeler que grande fut la proximité entre **Berlusconi** et **Kadhafi**, jusqu'à ce que le premier, ne se retourne contre le deuxième et ne participe à son terrassement.

---

## **La situation en France des africains noirs, rescapés des massacres en Libye**

Documentaire Vidéo 12min

[http://www.dailymotion.com/video/xw0xqv\\_15-dec-2012-la-situation-en-france-des-africains-noirs-rescapes-des-massacres-en-libye-documentaire\\_news#.UNDMArv-kro](http://www.dailymotion.com/video/xw0xqv_15-dec-2012-la-situation-en-france-des-africains-noirs-rescapes-des-massacres-en-libye-documentaire_news#.UNDMArv-kro)

**Reportage réalisé par : Smaïn Bédrouni**

Montreuil, le 15 décembre 2012.

Ce sont 80 réfugiés en provenance de Libye qui sont passés par l'Italie et sont arrivés en France il y a quelques mois.

Ces immigrés originaires d'Afrique subsaharienne ont quitté la Libye pour échapper aux chasses à l'homme menée par les mercenaires racistes de la guerre en Libye qui ont mené une campagne de massacres systématique de toute personne à la peau noire tout en les accusant d'être des mercenaires à la solde de Kadhafi, afin de tenter de justifier leurs crimes aux yeux de l'opinion publique internationale.

Ces rescapés, erraient depuis leur arrivée sur le territoire français sans aucune prise en charge de la part des autorités françaises pourtant largement responsable de leur situation, puisque le gouvernement français s'était positionné comme acteur majeur lors de la guerre contre la Libye.

C'est lorsque les membres d'associations de défense des droits humains, les Brigades antinérophobie, ont eu connaissance que depuis environ un mois, ces 80 ressortissants de la communauté noire sont confrontés à la froideur de l'hiver des rues de Montreuil en région parisienne que le Collectif antinérophobie s'est spontanément mobilisé pour les secourir, rejoint par d'autres associations

caritatives de la région, telles que l'Association Amatullah. Une véritable chaîne de solidarité s'est créée pour leur venir en aide.

[http://www.lepoint.fr/chroniqueurs-du-point/jean-guisnel/lecons-logistiques-de-la-guerre-de-libye-14-12-2012-1577006\\_53.php](http://www.lepoint.fr/chroniqueurs-du-point/jean-guisnel/lecons-logistiques-de-la-guerre-de-libye-14-12-2012-1577006_53.php)

---

## "LA FRANCE A MENE LA GUERRE POUR LE PETROLE ET LE GAZ

Graves révélations que vient de faire le magazine de Canal Plus " Spécial investigation" de Patrick-Charles Messance dans son dernier reportage consacré aux rapports entre pétrole et guerre.

Selon les investigations menées par les journalistes de Canal Plus, la France aurait mené la guerre en Libye pour une histoire de gisement de gaz.

La chaîne française est revenue même à la période du règne du guide libyen Mouammar Kadhafi en soutenant que l'Élysée lui avait déroulé le tapis rouge pour le même objectif, c'est à dire ce fameux gisement de gaz.

Mais en vain. Sarkozy n'avait pas eu ce qu'il voulait du pouvoir libyen.

Cela expliquerait peut être l'acharnement de l'ex-président français contre le dirigeant libyen lors des événements en Libye.

A en croire les confidences faites par des « sources discrètes » à Patrick-Charles Messance, « l'opération aurait été préparée de longue date et le printemps arabe n'aurait été que le prétexte idéal pour la lancer ».

Toujours selon le reportage de Canal Plus, quinze jours après être intervenus pour permettre « au peuple libyen de choisir lui-même son destin », un accord confidentiel aurait été passé entre le Conseil national de Transition et Paris, attribuant 35 % de réserves libyennes de pétrole à la France.

Pour rappel, la France avait dépensé 300 millions d'euros dans son intervention militaire en Libye pour « une économie française gagnante » dans la reconstruction de ce pays en ruines.

Source: Algerie1

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=86276&cid=19&fromval=1&frid=19&seccatid=26&s1=1>

---

## L'insécurité en Libye entrave les investissements étrangers

L'insécurité persistante en Libye, illustrée encore par l'attaque contre le consul italien, entrave les efforts déployés par les autorités pour attirer les investissements étrangers dans un pays dont l'économie peine à se relever de la révolte de 2011.

L'attentat, samedi à Benghazi (est), contre le consul d'Italie Guido de Sanctis, qui en est sorti indemne, a porté un nouveau coup à l'image du riche pays pétrolier en tant que destination pour les bonnes affaires.

L'Italie, qui a condamné ce «vil acte terroriste», est le principal investisseur étranger dans l'industrie énergétique libyenne. Ex-puissance coloniale, elle avait des liens étroits avec le dirigeant Mouammar El Gueddafi avant la révolte et l'intervention militaire occidentale qui ont entraîné sa chute et sa mort en octobre 2011. Les nouvelles autorités libyennes peinent à contrôler les groupes armés formés lors du conflit, surtout en l'absence d'une force de police bien organisée ou d'une armée.

L'attentat anti-italien «va certainement constituer une raison d'inquiétude pour de nombreuses compagnies pétrolières qui opèrent en Libye ou ont l'intention d'y retourner», a déclaré Claudia Gazzini, analyste de l'International Crisis Group, basée à Tripoli. «Cela pourrait avoir un impact négatif sur leur décision de rester ou de revenir», a-t-elle ajouté, soulignant que «le gouvernement libyen fait un effort sincère pour convaincre les entreprises étrangères à revenir».

En décembre, l'italien ENI avait repris le forage d'exploration, devenant ainsi la deuxième compagnie pétrolière internationale à le faire après l'algérienne Sonatrach. Pour l'historien Mohammed Al Mufti, résidant à Benghazi, l'attaque contre le consul italien «met dans l'embarras les autorités qui ont besoin d'investissements étrangers pour stimuler l'économie». D'autant plus qu'elle est survenue au lendemain d'une visite à Rome pour des entretiens d'affaires du président de l'Assemblée nationale libyenne, Mohamed Al Megaryef, chef de l'Etat de facto.

### «Les questions de sécurité pèsent»

Des délégations commerciales européennes se rendent régulièrement à Tripoli, mais de nombreux hommes d'affaires ont adopté une approche attentiste par rapport à la capacité du nouveau gouvernement

intérimaire, qui a pris ses fonctions en novembre, à rétablir la sécurité. La ministre déléguée chargée des Français de l'étranger, Hélène Conway-Mouret, est venue dans la capitale libyenne la semaine dernière afin d'évaluer la situation en vue de l'installation d'entreprises françaises. «Les questions de sécurité pèsent sur nos sociétés», a-t-elle souligné devant la communauté française. «Les grands groupes ont de bons codes de sécurité qui fonctionnent, mais les PME et petits entrepreneurs qui viennent seuls ne sont pas incités par l'image que l'on voit en France de la Libye, où la sécurité n'est pas assurée», a-t-elle dit. A Tripoli, théâtre de violences sporadiques, les représentants d'entreprises ou de gouvernements étrangers font profil bas et se déplacent souvent dans des véhicules blindés. En 2012, plusieurs pays ont retiré ou réduit leur présence diplomatique à Benghazi, en particulier la Grande-Bretagne, la France, les Etats-Unis, l'Egypte et la Tunisie, à la suite d'attaques contre leurs missions.

Le plus sanglant a été l'assaut, le 11 septembre 2012, par des islamistes contre la mission américaine qui a coûté la vie à quatre Américains dont l'ambassadeur Chris Stevens. Le rythme des attaques contre des militaires et des policiers libyens notamment ceux ayant servi sous l'ex-régime, s'est également accéléré à Benghazi, malgré les condamnations de la violence islamiste. «Il existe un sentiment général d'impunité au sein des groupes armés, en particulier dans l'est», estime Mme Gazzini.

AFP

## **POUR RAPPEL**

**Libye : Récompenses de guerre pétrolifiquentesques**

**VIDEO** <http://www.youtube.com/watch?v=Qr83RF7LHNU>

---

## **Les troupes coloniales renaissent**

28 décembre 2012 -

**Par Manlio Dinucci**

L'un des objectifs de guerre officiels des États-Unis en Libye était d'y installer une base permanente pour l'AfriCom. Le moment est venu de le mettre en œuvre sans le reconnaître. Manlio Dinucci dévoile la méthode.

### **Réseau Voltaire | Rome (Italie) | 23 octobre**

Il y a un an, après avoir démolit l'État libyen avec 10 000 attaques aériennes et des forces spéciales infiltrées, l'Otan concluait l'opération Protecteur Unifié en éliminant Mouamar el-Kadhafi lui-même par la main des services secrets.

Mais la guerre ne se terminant pas avec cela. Les fractures, dans lesquelles on avait fiché depuis l'étranger le coin pour dégonder l'État libyen, se sont élargies et ramifiées. À Bani Walid, encerclée et bombardée par les milices de Misrata, c'est aujourd'hui une population entière qui résiste. Tripoli ne contrôle qu'une partie mineure de la « Nouvelle Libye », en proie à des confrontations armées entre milices, à des homicides et des disparitions. Selon le président Mohamed Magarief, ceci est dû à des « retards et négligences » dans la formation d'une armée nationale. Mais qu'il ne s'inquiète pas : le problème est sur le point d'être résolu. Pas à Tripoli, mais à Washington.

Les États-Unis, après avoir dirigé l'opération Protecteur Unifié, se chargent à présent de protéger la « Nouvelle Libye » en la dotant d'une armée. Le Pentagone et le Département d'État sont déjà à l'œuvre pour former une « force d'élite » libyenne de 500 hommes, comme noyau autour duquel construire la future armée.

Le financement initial est de 8 millions de dollars, récupérés de la réduction de l'aide au Pakistan pour les « opérations anti-terroristes ».

La mission officielle de la « force d'élite », dont la formation a déjà été approuvée par le Congrès, sera d'« affronter et vaincre les organisations terroristes et extrémistes violentes ». La sélection des hommes est en cours, sélectionnés par des fonctionnaires du Pentagone, du Département d'État et de la CIA, à travers un screening qui en évalue la capacité physique, la façon de penser et surtout l'attitude envers les États-Unis.

Titre préférentiel : la connaissance de l'anglais (ou mieux de l'américain) (anglais d'Amérique du nord, NdT), langue dans laquelle les ordres leur seront donnés.

Ils seront en fait entraînés et de fait commandés par des forces spéciales étasuniennes, transférées en Libye du Pakistan et du Yémen.

Un coup de haute stratégie de la part de Washington.

En premier lieu, les troupes sélectionnées, entraînées et commandées par le Pentagone, ne seront que nominalement libyennes : en réalité elles auront le rôle qu'avaient autrefois les troupes indigènes coloniales.

En second lieu, étant donné qu'il faudra des années pour former une armée libyenne, le déploiement de forces spéciales étasuniennes en Libye aura un caractère non pas transitoire, mais permanent. Les USA disposeront ainsi en Libye de leurs propres bases militaires, reliées à celles qui sont en Sicile : aujourd'hui déjà Benghazi et d'autres villes sont survolées par des drones qui ont décollé de Sigonella (Sicile) et sont téléguidés depuis les USA. Les bases serviront à des opérations non seulement en territoire libyen, mais dans d'autres parties du continent (où l'AfriCom est en train d'effectuer cette année 14 « manœuvres militaires » majeures) et au Moyen-Orient (où des milices libyennes sont déjà infiltrées en Syrie).

En troisième lieu, les USA disposeront d'un instrument de pouvoir non seulement militaire, mais politique et économique, qui leur garantira l'accès privilégié au pétrole libyen. Et les alliés européens ? On les appellera peut-être pour donner un coup de main, toujours cependant sous commandement étasunien. Une grosse contribution peut être apportée par l'Italie, forte de l'expérience trentenaire de domination coloniale en Libye et de l'emploi des Askaris. En Éthiopie, sous les ordres d'officiers italiens, ils effectuèrent les massacres qui aplanirent la voie à l'Empire. Manlio Dinucci

---

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19*